

Pouvoir d'emprunt

leur choix. Je reconnais au député tout le mérite qui lui revient. Mais nous verrons bien ce qui arrivera dans quatre ans. Je voudrais répéter au député ce que j'ai déclaré l'autre jour à son collègue de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie): si son gouvernement persiste dans cette politique, mal lui en prendra, car il ne se retrouvera pas de ce côté-là de la Chambre dans quatre ans. Si le député de Saint-Jean-Ouest en est convaincu, je lui répète ce que je lui ai dit l'autre jour: Venez discuter avec moi dans ma circonscription; présentez-vous contre moi dans quatre ans, nous verrons bien qui l'emportera.

M. Orlikow: Monsieur le Président, j'aimerais poser une question au député. Les députés conservateurs passent leur temps à louer le secteur privé et à discréditer le secteur public. Mon collègue, le député de Saint-Boniface (M. Duguay), vient de parler des programmes de création d'emplois du Canada comme s'ils étaient inutiles. M'expliquerait-il brièvement ce qui est arrivé à l'industrie de la pêche sur la côte est? Sauf erreur, les sociétés privées étaient acculées à la faillite et cette industrie employait tellement de main-d'œuvre que les gouvernements—pas des gouvernements socialistes, mais bien le gouvernement fédéral libéral et un ou deux gouvernements provinciaux conservateurs—ont dû intervenir et l'étatiser, du moins en partie. Le député pourrait peut-être nous en dire plus long à ce sujet.

M. Rompkey: J'y ai fait allusion dans mes remarques, monsieur le Président. C'est une bonne question. C'est à peu près ce qui est arrivé: le secteur privé était en difficulté partout. Des petites entreprises s'en tiraient très bien, mais les grandes sociétés de la région atlantique étaient très mal en point. Exception faite de la National Sea Products, la majorité d'entre elles allaient à la faillite, mais cela ne dépendait pas du gouvernement—conservateur, libéral, néo-démocrate, peu importe—des pêcheurs, des stocks de poisson ou de quoi encore, mais bien du fait qu'elles ne pouvaient pas concurrencer les pays scandinaves et les autres. Le secteur privé n'était tout simplement pas à la hauteur de la situation. Les deux gouvernements, celui du Canada et celui de Terre-Neuve, se sont associés pour essayer de relancer l'industrie.

Comme d'autres, je souscris dans l'ensemble au principe selon lequel c'est le secteur privé qui crée les emplois, surtout les petites entreprises, mais à long terme, il y a lieu de se poser des questions, notamment dans le secteur que le député a mentionné. Les résultats obtenus jusqu'ici par le secteur privé ne nous permettent pas de croire que ce dernier fera l'excellent travail que nous attendons de lui.

Je voudrais parler encore un peu des pêcheurs. Leur situation est encore pire dans certaines régions du pays. Quand le député parle de dévastation—j'en ai parlé avec le ministre de l'Emploi et de l'Immigration et cette année, certains pêcheurs côtiers de Terre-Neuve ne toucheront aucune prestations. A Griquet, par exemple, localité de la péninsule septentrionale de Terre-Neuve, il y a une centaine de pêcheurs dans ce cas. Il est probable qu'aucun d'entre eux n'aura droit à l'assurance-chômage parce qu'ils ont manqué de poisson.

Il faut comprendre une chose à propos de la pêche. Ce n'est pas comme l'agriculture. Premièrement, vous n'avez pas les mêmes garanties. Deuxièmement, vous êtes aussi vulnérables

aux caprices de la nature. Cette année a été très dure pour les pêcheurs côtiers. Au lieu de réduire les prestations d'assurance-chômage, le gouvernement devrait instaurer des programmes spéciaux pour aider les pêcheurs en difficulté.

M. Nickerson: J'ai une question à poser au député de Grand Falls-White Bay-Labrador (M. Rompkey). Il a passé presque tout le temps de son intervention à dénigrer le gouvernement qui tente d'insuffler un certain réalisme dans les finances nationales et par conséquent doit réduire certaines dépenses. Il a exhorté le gouvernement à dépenser encore davantage, surtout dans sa région. Dois-je comprendre que le député de Grand Falls-White Bay-Labrador et le parti libéral du Canada estiment que le nouveau pouvoir d'emprunt de 23 milliards de dollars n'est pas suffisant et qu'ils préféreraient peut-être le voir porter à 50 milliards, un emprunt accru qu'il faudra bien un jour rembourser avec les intérêts?

M. Rompkey: Il ne m'appartient pas de proposer des initiatives, monsieur le Président. Cela incombe au gouvernement. En tant que représentant, j'ai pour tâche d'intervenir à la Chambre et de dire quelles répercussions la politique du gouvernement aura sur mes électeurs. Telle est également la tâche du député. Je lui ferais remarquer que la hausse de la taxe sur le carburant et la hausse des droits d'aéroport ainsi que les autres dispositions qui seront prises auront des répercussions tout aussi funestes pour sa région de Western Arctic que pour le Labrador. Je ne sais pas comment il va justifier ces initiatives devant ses électeurs, mais je ne voudrais pas avoir à le faire devant les miens.

M. Baker: J'ai un très bref commentaire à faire, monsieur le Président. Je dois féliciter le député de Grand Falls-White Bay-Labrador (M. Rompkey) d'avoir souligné à quel point il est important de mettre en œuvre des programmes de création directe d'emplois dans les régions rurales où sévit un chômage chronique. Le gouvernement actuel semble hanté par l'idée fixe de traiter tout le monde sur le même pied d'un bout à l'autre du pays. Comme l'a dit le député, les conservateurs suppriment les programmes de création directe d'emplois.

Nous avons entendu l'intervention du député de Saint-Boniface (M. Duguay). Nous avons entendu le ministre des Finances (M. Wilson) dire qu'il ne comprenait absolument pas ces programmes. Il a déclaré que le ministre de l'Emploi et de l'Immigration allait élaborer de nouveaux programmes pour donner des emplois permanents à nos jeunes, et qu'on allait par conséquent mettre fin au programme Été-Canada.

Quelle idiotie, monsieur le Président. On ne donne pas un emploi permanent à un étudiant qui cherche du travail pour l'été. Ce que le député vise en réalité, c'est le secteur privé. Or dans la province de l'honorable parlementaire, le secteur privé n'existe pas dans les régions à fort taux de chômage. Il n'y en a pas. Il faut des programmes de création directe d'emplois. Un groupe communautaire fait une demande pour un programme en vue d'exécuter telle ou telle activité. Celui qui vient nous dire à la Chambre que c'est de l'argent gaspillé et que les étudiants ne font rien, critique le groupe communautaire local qui a demandé l'argent au gouvernement.